

Aperçu de l'insécurité alimentaire aiguë

La République Démocratique du Congo continue de faire face à une grave crise de sécurité alimentaire, marquée par la persistance des conflits dans l'est du pays, les déplacements de population et l'expansion de la maladie à virus Ebola, auxquels s'ajoutent des chocs climatiques et économiques. La détérioration de la situation dans l'est et le nord-est du pays a annulé les légères améliorations observées dans d'autres régions.

Environ 28,8 millions de personnes, soit 23 pour cent de la population, sont confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë (Phase 3 ou plus de l'IPC) entre septembre et décembre 2026. Plus de 3,6 millions de personnes (3 pour cent) se trouvent en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC). Cette situation se caractérise par d'importants déficits de consommation alimentaire et des niveaux élevés de malnutrition aiguë.

Si la proportion nationale de la population en Phase 3 ou plus n'est que légèrement supérieure à celle de l'analyse précédente, la situation s'est détériorée de manière plus marquée dans les provinces du nord-est et de l'est. Le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri restent les provinces les plus touchées, avec 10,4 millions de personnes en Phase 3 ou plus. Dans ces provinces, les territoires de Djugu, Fizi, Shabunda et Walungu sont classés en Phase 4.

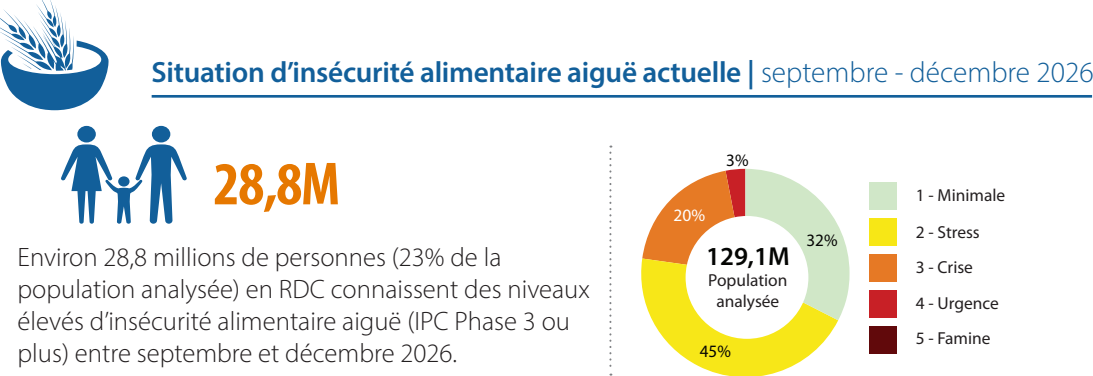
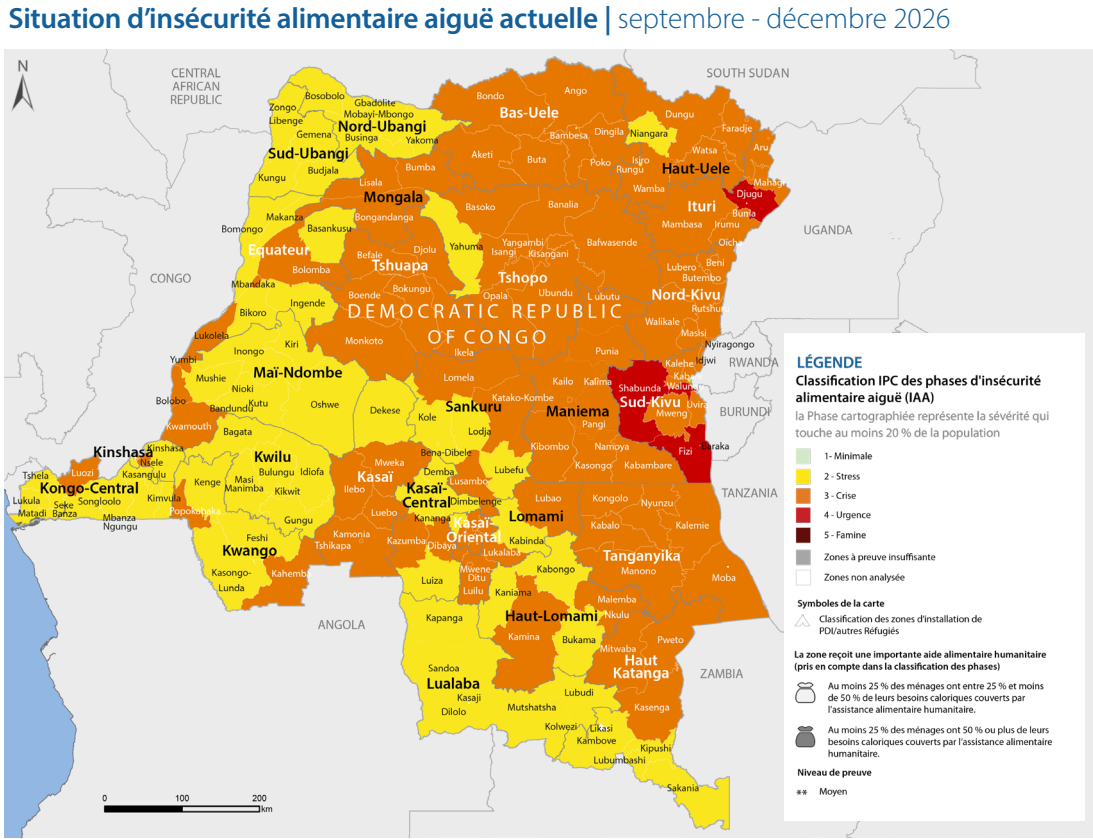
Les personnes déplacées internes (PDI), les retournés, les réfugiés et les ménages pauvres demeurent les plus touchés. Dans l'est de la RDC, le conflit et la violence continuent de provoquer des déplacements, de perturber les moyens d'existence et de restreindre l'accès à la nourriture et aux marchés. Plusieurs facteurs aggravent les vulnérabilités : une épidémie d'Ebola en expansion rapide, des flambées récurrentes d'autres maladies, la hausse des prix des denrées alimentaires et du carburant, ainsi que les effets des inondations et d'autres chocs climatiques. Des millions de personnes disposent ainsi de moyens limités pour couvrir leurs besoins alimentaires de base.

La situation de sécurité alimentaire devrait légèrement s'aggraver de janvier à juin 2027. Selon les projections, 30,3 millions de personnes (23 pour cent) devraient se trouver en Phase 3 ou plus, dont 4,2 millions de personnes probablement en Phase 4. Cela représente une augmentation de près de 1,5 million de personnes en Phase 3 ou plus par rapport à la période actuelle. Cette hausse s'explique par la poursuite du conflit et des déplacements, la propagation d'Ebola et les effets attendus d'El Niño, notamment des inondations susceptibles de perturber la production agricole et l'accès aux marchés. La hausse des prix des denrées alimentaires, du carburant et des intrants agricoles devrait accentuer la pression sur les ménages vulnérables. Par ailleurs, la diminution de l'aide humanitaire et la capacité d'adaptation limitée des ménages accroissent le risque d'une nouvelle détérioration de la sécurité alimentaire.

Partenaires de l'analyse IPC:

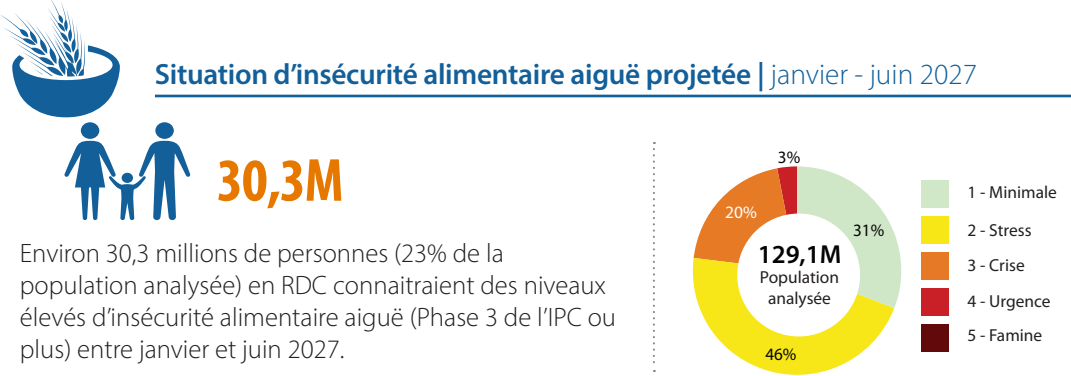
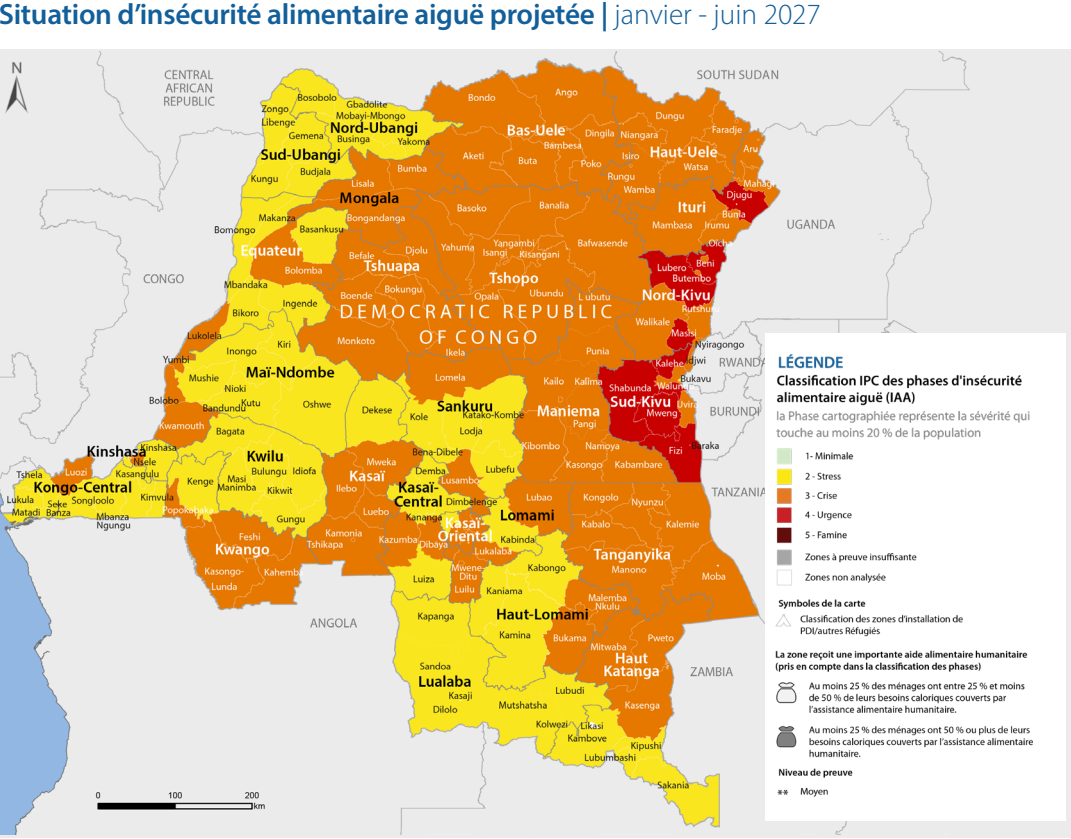


Publié le 30 octobre 2026, *Les données démographiques de l'IPC sont basées sur les estimations démographiques du groupe de travail gestion de l'information et de l'Institut National de la Statistique de 2026.1 Avertissement : Les informations figurant sur cette carte n'impliquent pas la reconnaissance officielle ou l'approbation des frontières physiques et politiques.



Facteurs déterminants

- Conflits et insécurité :** La persistance des conflits et de l'insécurité continue de provoquer des déplacements de population, de perturber les activités agricoles et économiques et de restreindre l'accès aux terres et aux marchés, en particulier au Nord-Kivu, au Sud-Kivu, en Ituri et au Tanganyika.
- Chocs économiques :** Les effets des crises au Moyen-Orient, en mer Rouge et en Ukraine continuent de faire grimper les prix du carburant, des denrées alimentaires et des intrants agricoles. L'insécurité, les chocs climatiques et l'accès limité aux intrants agricoles réduisent la production, les revenus et le pouvoir d'achat des ménages.
- Épidémies et pressions sanitaires :** L'épidémie d'Ebola (souche Bundibugyo), centrée en Ituri, s'étend rapidement. Avec des épidémies récurrentes telles que le mpox et d'autres urgences de santé publique, elle continue de perturber les moyens d'existence, l'activité économique et la mobilité des populations. Elle augmente aussi les dépenses des ménages et met à rude épreuve des systèmes de santé fragiles. La disponibilité alimentaire et l'accès à la nourriture restent des préoccupations majeures dans les zones touchées.
- Chocs climatiques :** Les chocs liés au climat continuent de perturber les activités agricoles, d'endommager les moyens de production et les infrastructures et de réduire la disponibilité alimentaire. Il s'agit notamment des effets attendus d'El Niño, de l'irrégularité des précipitations, des inondations et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes. Ces chocs accentuent encore la vulnérabilité des ménages.



Recommandations pour l'action

- Mettre fin à la violence et aux conflits :** Rétablir la paix et la sécurité dans l'est de la RDC, protéger les civils et prévenir de nouveaux déplacements en renforçant les efforts pour faire face aux conflits et à l'insécurité, en particulier au Nord-Kivu, au Sud-Kivu, en Ituri et au Tanganyika.
- Assistance humanitaire :** Mobiliser des financements pour étendre l'assistance vitale aux populations en Phase 3 ou plus, en particulier aux PDI et aux ménages d'accueil dont les ressources sont épuisées. Garantir aussi l'accès humanitaire aux zones touchées par les conflits et difficiles d'accès grâce à des corridors sécurisés.
- Sécurité alimentaire et moyens d'existence :** Renforcer le suivi des prix et soutenir le relèvement des moyens d'existence grâce à la fourniture d'intrants agricoles, à la réhabilitation des infrastructures et à une agriculture résiliente face au climat.
- Protection sociale :** Étendre les programmes de protection sociale et les filets de sécurité sociale. Élargir l'accès aux services de base, notamment l'eau potable, l'assainissement et les soins de santé, afin de soutenir les ménages vulnérables et de renforcer leur résilience face à l'insécurité alimentaire.
- Préparation et surveillance des maladies :** Investir dans les systèmes d'alerte précoce et la préparation aux chocs climatiques. Renforcer aussi la surveillance des épidémies d'Ebola, de mpox et d'autres maladies, ainsi que la riposte à ces épidémies.